



PRÉFECTURE DE LA MEUSE

Direction des Libertés Publiques et de la Réglementation
Bureau de l'Urbanisme et des Procédures Environnementales

40, rue du Bourg – B.P. 30512 – 55012 BAR-LE-DUC CEDEX – Téléphone 0 821 803 055 – Télécopie 03 29 79 55 31

Arrêté n° 2011-0265

Arrêté préfectoral de mise en demeure

Société WELLMAN FRANCE RECYCLAGE à VERDUN

Le PRÉFET de la MEUSE,
Officier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite,

VU le Code de l'Environnement- Livre V - Titre 1^{er}, et notamment son article L. 514-2 ;

VU le décret du 3 août 2010 nommant Madame Colette DESPREZ Préfet de la Meuse ;

VU l'arrêté préfectoral n° 98-812 du 30 mars 1998 autorisant la société WELLMAN FRANCE RECYCLAGE, dont le siège social est situé ZI de Regret à VERDUN (55 100), à exploiter une unité de tri et recyclage de bouteilles plastiques sur le territoire de ladite commune ;

VU les constats effectués par l'inspecteur des installations classées de la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Lorraine lors d'une visite de contrôle réalisée sur le site en date du 18 janvier 2011 ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées de la DREAL Lorraine en date du 4 février 2011 ;

CONSIDERANT les modifications substantielles apportées aux installations de tri et recyclage de bouteilles plastiques exploitées par la société WELLMAN FRANCE RECYCLAGE sur le territoire de la commune de VERDUN en termes de production maximale autorisée et de surface de stockage de matières plastiques ;

CONSIDERANT que les installations sont exploitées sans l'autorisation administrative requise ;

CONSIDERANT les dangers et inconvénients générés par le non respect de ces dispositions pour la préservation des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'Environnement ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la préfecture de la Meuse ;

ARRÊTE

Article 1^{er} - Champ de la mise en demeure

La société WELLMAN FRANCE RECYCLAGE, dont le siège social est situé ZI de Regret à VERDUN (55 100), est mise en demeure pour l'unité de tri et recyclage de bouteilles plastiques qu'elle exploite sur le territoire de ladite commune, **dans le délai maximal de 3 mois à compter de la date de notification du présent arrêté**, de déposer une nouvelle demande d'autorisation d'exploiter conforme aux dispositions des articles R. 512-2 à R. 512-9 du code de l'environnement.

Article 2 - Sanctions administratives

Faute par l'exploitant de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, il sera fait application, indépendamment des sanctions pénales, des sanctions administratives prévues par l'article L. 514-1 du Code de l'Environnement.

Article 3 - Recours

La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif de NANCY – 5, place de la Carrière – case officielle n° 38 – 54 036 NANCY Cedex. Le délai de recours est de deux mois à compter de sa notification pour l'exploitant ; le délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

Articles d'exécution et d'information

- Le Secrétaire Général de la Préfecture,
- l'Inspecteur des installations classées (Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement),
- le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie conforme sera adressée :

* à titre de notification : à M. Claude MARCHAL, Directeur de la Société WELLMAN FRANCE RECYCLAGE
ZI de Regret – 55100 VERDUN

* et pour information : - au Sous-Préfet de Verdun,
- au Maire de 55100 VERDUN.

BAR LE DUC, le 17 FEV. 2011

Le Préfet,
Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général,

Eric BOUCOURT

Pour copie conforme,
Le Chef de Bureau par intérim,

Vassili CZORNY.

